

Dans ce cas, la disposition du § 2, alinéa 6, est applicable.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1912/1. — Erratum, n° 1912/2. — Amendements, n° 1912/3 à 6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1912/7. — Rapports, n° 1912/8 et 9. — Texte adopté par la Commission (article 77 de la Constitution), n° 1912/10. — Texte adopté par les commissions (article 78 de la Constitution), n° 1912/11. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (article 77 de la Constitution), n° 2020/1.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 23 et 25 février 1999.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet transmis par la chambre des représentants, n° 1-1283/1. — Rapport n° 1-1283/2. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1283/3. — Amendements, n° 1-1283/4. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1-1283/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances du 25 mars 1999.

De bepaling van § 2, zesde lid, is in dit geval toepasselijk.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1912/1. — Erratum, nr. 1912/2. — Amendementen, nrs. 1912/3 tot 6. — Advies van de Raad van State, nr. 1912/7. — Verslagen, nrs. 1912/8 en 9. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 77 van de Grondwet), nr. 1912/10. — Tekst aangenomen door de commissies (artikel 78 van de Grondwet), nr. 1912/11. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (artikel 77 van de Grondwet), nr. 2020/1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 23 en 25 februari 1999.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1283/1. — Verslag, nr. 1-1283/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1283/3. — Amendementen, nr. 1-1283/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1-1283/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 25 maart 1999.

F. 99 — 1115

[S - C - 99/12230]

7 AVRIL 1999. — Loi relative au contrat de travail ALE (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Le contrat de travail ALE

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

— employeur : l'agence locale pour l'emploi instituée conformément à l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et ci-après dénommée ALE;

— travailleur : la personne répondant aux conditions légales et réglementaires pour effectuer des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail ALE;

— utilisateur : la personne physique ou la personne morale à qui l'ALE a donné l'autorisation de recourir aux services rendus par les travailleurs de l'ALE.

CHAPITRE II. — *Le contrat de travail ALE*

Art. 3. Le contrat de travail ALE est un contrat par lequel un travailleur s'engage à effectuer, sous l'autorité de l'ALE et contre rémunération, des prestations de travail dans le cadre d'activités à déterminer par le Roi.

Le contrat de travail ALE est conclu pour une durée indéterminée et est soumis aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

N. 99 — 1115

[S - C - 99/12230]

7 APRIL 1999. — Wet betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — De PWA-arbeidsovereenkomst

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

— werkgever : het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap opgericht overeenkomstig artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en hierna PWA genoemd;

— werknemer : de persoon die beantwoordt aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden om arbeidsprestaties te verrichten in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst;

— gebruiker : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon aan wie het PWA de toelating heeft gegeven om gebruik te maken van de diensten verleend door de werknemers van het PWA.

HOOFDSTUK II. — *De PWA-arbeidsovereenkomst*

Art. 3. De PWA-arbeidsovereenkomst is een overeenkomst waarbij een werknemer zich verbindt om, onder het gezag van het PWA en tegen loon, in het kader van de door de Koning te bepalen activiteiten arbeidsprestaties te verrichten.

De PWA-arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd en is onderworpen aan de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 4. Un contrat de travail ALE est rédigé par écrit pour chaque travailleur individuellement au plus tard avant le début des prestations de travail.

Cet écrit comporte au moins les mentions suivantes :

— en ce qui concerne le travailleur: les nom, prénoms et sa résidence habituelle;

— en ce qui concerne l'employeur: la dénomination de l'ALE, son siège social et le numéro de reconnaissance ainsi que le nom de la personne représentant l'ALE;

— la date d'inscription du travailleur dans l'ALE et le code d'enregistrement;

— les activités qui pourront être proposées au travailleur dans le cadre du contrat de travail ALE conformément à la réglementation en vigueur;

— la durée maximale des prestations qui pourront être effectuées dans le cadre du contrat de travail ALE, cette durée maximale ne peut être supérieure à celle fixée par le Roi en vertu de l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944;

— le montant de la rémunération octroyée au travailleur par heure de travail entamée; ce montant est conforme à celui fixé par le Roi en vertu de l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

Art. 5. Le Roi peut fixer le modèle de contrat de travail ALE.

Art. 6. Les actions qui naissent du contrat de travail ALE sont prescrites un an après la cessation de celui-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action, sans que ce dernier délai puisse excéder un an après la cessation du contrat.

CHAPITRE III. — *Obligations du travailleur, de l'employeur et de l'utilisateur*

Art. 7. Le travailleur, l'employeur et l'utilisateur se doivent le respect et des égards mutuels.

Ils sont tenus d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat.

Art. 8. Le travailleur a l'obligation :

1° d'exécuter son travail avec soin, probité et conscience, au temps, au lieu et dans les conditions convenus;

2° d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés en vue de l'exécution du contrat par l'employeur ou l'utilisateur;

3° de s'abstenir, tant au cours du contrat qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de son activité professionnelle;

4° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle de l'employeur, de l'utilisateur ou de tiers;

5° de restituer en bon état, à l'employeur ou à l'utilisateur, les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiés pour l'exécution de sa prestation de travail.

Art. 9. En cas de dommages causés par le travailleur à l'employeur ou à des tiers, y compris l'utilisateur, dans l'exécution de son contrat, le travailleur ne répond que de son dol ou de sa faute lourde.

Art. 10. Le travailleur n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

Art. 11. L'employeur a l'obligation :

1° de faire travailler le travailleur dans les conditions, au temps et au lieu convenus et s'il échet, en veillant à ce que les instruments et matières nécessaires soient mis à la disposition du travailleur par l'utilisateur

2° de veiller à ce que la rémunération soit payée aux conditions et au temps convenus;

3° le cas échéant, de veiller à une formation adaptée.

Art. 4. Een PWA-arbeidsovereenkomst wordt voor iedere werknemer afzonderlijk schriftelijk vastgesteld uiterlijk voor het tijdstip waarop de arbeidsprestaties een aanvang nemen.

Het geschrift bevat ten minste de volgende bepalingen :

— wat de werknemer betreft : de naam, voornamen en zijn gewone verblijfplaats;

— wat de werkgever betreft : de benaming van het PWA, zijn maatschappelijke zetel en het erkenningsnummer alsook de naam van de persoon die het PWA vertegenwoordigt;

— de datum van inschrijving van de werknemer in het PWA en de inschrijvingscode;

— de activiteiten die kunnen worden voorgesteld aan de werknemer in het kader van de PWA-arbeidsovereenkomst, overeenkomstig de geldende reglementering;

— de maximumduur van de prestaties die kunnen worden verricht in het kader van de PWA-arbeidsovereenkomst, deze maximumduur mag niet hoger zijn dan die welke is bepaald door de Koning krachtens artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944;

— het bedrag van het loon dat aan de werknemer wordt toegekend per begonnen arbeidsuur; dit bedrag stemt overeen met het bedrag bepaald door de Koning krachtens artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944.

Art. 5. De Koning kan het model bepalen van de PWA-arbeidsovereenkomst.

Art. 6. De rechtsvorderingen die voortvloeien uit de PWA-arbeidsovereenkomst verjaren één jaar na de beëindiging van deze overeenkomst of vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan, zonder dat deze laatste termijn één jaar na het eindigen van deze overeenkomst mag overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de werknemer, de werkgever en de gebruiker*

Art. 7. De werknemer, de werkgever en de gebruiker zijn elkaar eerbied en achting verschuldigd.

Gedurende de uitvoering van de overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en doen in acht nemen.

Art. 8. De werknemer is verplicht :

1° zijn werk zorgvuldig, eerlijk en nauwkeurig te verrichten, op tijd, plaats en wijze zoals is overeengekomen;

2° te handelen volgens de bevelen en richtlijnen die hem door de werkgever of de gebruiker worden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3° zowel gedurende de overeenkomst als na het beëindigen daarvan, zich ervan te onthouden het geheim in verband met persoonlijke of vertrouwelijke aangelegenheden, waarvan hij in de uitoefening van zijn beroepsarbeid kennis kan hebben, bekend te maken;

4° zich te onthouden van al wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkgever, van de gebruiker of van derden;

5° het hem voor de uitvoering van zijn arbeidsprestatie toevertrouwde gereedschap en de ongebruikte grondstoffen in goede staat aan de werkgever of de gebruiker terug te geven.

Art. 9. Ingeval de werknemer bij de uitvoering van zijn overeenkomst de werkgever of derden, met inbegrip van de gebruiker, schade berokkent, is hij enkel aansprakelijk voor zijn bedrog en zijn zware schuld.

Art. 10. De werknemer is niet verantwoordelijk voor de beschadiging of de sleet toe te schrijven aan het regelmatig gebruik van het voorwerp, noch voor het toevallig verlies ervan.

Art. 11. De werkgever is verplicht :

1° de werknemer te doen arbeiden op de wijze, tijd en plaats zoals is overeengekomen en, zo de omstandigheden dit vereisen, ervoor te zorgen dat de nodige hulpmiddelen en materialen door de gebruiker ter beschikking van de werknemer worden gesteld;

2° ervoor te zorgen dat het loon betaald wordt op de wijze en tijd zoals is overeengekomen;

3° desgevallend, te zorgen voor een gepaste vorming.

Art. 12. Dans le cas où, dans le cadre de la prestation de travail, des instruments et du matériel doivent être mis à la disposition du travailleur par l'utilisateur, ce dernier doit veiller à ce que ces instruments et matériel soient en bon état.

Art. 13. L'employeur et l'utilisateur doivent veiller en bon père de famille à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du travailleur.

Art. 14. La rémunération du travailleur est payée à l'issue des prestations de travail et en tout cas avant la fin du mois calendaire, par l'intermédiaire de l'utilisateur, sous la forme de chèques ALE.

Le Roi détermine ce que l'on entend par chèque ALE, la valeur du chèque ALE pour le travailleur ainsi que les modalités d'échange des chèques ALE contre des espèces.

Art. 15. L'utilisateur et le travailleur sont considérés comme engagés dans les liens d'un contrat de travail soumis aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail lorsque :

— l'utilisateur continue à occuper un travailleur alors que l'autorisation d'occuper des travailleurs lui a été retirée;

— l'utilisateur a fait effectuer d'autres activités que celles autorisées par le Roi.

CHAPITRE IV. — *Suspension de l'exécution du contrat de travail ALE*

Art. 16. Les événements de force majeure n'entraînent pas la rupture du contrat lorsqu'ils ne font que suspendre momentanément l'exécution du contrat de travail ALE.

Art. 17. L'exécution du contrat de travail ALE est suspendue :

1° pendant les périodes de congé et d'interruption de travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

2° pendant la période de vacances annuelles du travailleur;

3° à l'occasion d'événements familiaux, pour l'accomplissement d'obligations civiles, en cas de comparution en justice et pour des motifs impérieux tels que déterminés par le Roi;

4° pendant le temps où le travailleur s'absente du travail pour répondre à une offre d'emploi.

Art. 18. L'impossibilité pour le travailleur de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat.

Le travailleur ALE doit avertir immédiatement l'utilisateur de son incapacité de travail.

Art. 19. Aucune rémunération n'est due pendant les périodes de suspension du contrat de travail ALE.

CHAPITRE V. — *Fin du contrat de travail ALE*

Art. 20. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, les engagements résultant des contrats régis par la présente loi prennent fin :

1° par la mort du travailleur;

2° par force majeure;

3° par la volonté de l'employeur ou du travailleur;

4° lorsque le travailleur ne répond plus aux conditions légales et réglementaires pour effectuer des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail ALE.

Art. 21. Le contrat de travail ALE peut être résilié par l'employeur ou par le travailleur moyennant un préavis de 7 jours prenant cours le lendemain de la notification.

Dans le cas où le travailleur a trouvé un autre emploi, le contrat de travail ALE peut être résilié sans préavis ni indemnité.

La notification du congé doit être faite par la remise d'un écrit à l'autre partie. Lorsque la notification du congé émane de l'employeur, l'écrit doit comporter le motif de la rupture.

Art. 12. In geval, in het kader van de arbeidsprestatie, hulpmiddelen en materieel ter beschikking van de werknemer dienen te worden gesteld door de gebruiker, moet deze laatste ervoor zorgen dat deze hulpmiddelen en dit materieel in goede staat verkeren.

Art. 13. De werkgever en de gebruiker moeten er als een goede huisvader voor zorgen dat de arbeid wordt verricht in behoorlijke omstandigheden met betrekking tot de veiligheid en de gezondheid van de werknemer.

Art. 14. Het loon van de werknemer wordt betaald bij het einde van de arbeidsprestaties en in elk geval voor het einde van de kalendermaand, door tussenkomst van de gebruiker, onder de vorm van een PWA-cheque.

De Koning bepaalt wat dient te worden verstaan onder PWA-cheque, de waarde van de PWA-cheque voor de werknemer alsook de nadere regelen betreffende het omruilen van de PWA-cheques tegen contanten.

Art. 15. De gebruiker en de werknemer worden verondersteld een arbeidsovereenkomst te hebben aangegaan die onderworpen is aan de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wanneer :

— de gebruiker een werknemer verder blijft tewerkstellen terwijl de hem verleende toelating om werknemers tewerk te stellen werd ingetrokken;

— de gebruiker andere activiteiten heeft doen verrichten dan deze die door de Koning zijn toegestaan.

HOOFDSTUK IV. — *Schorsing van de uitvoering van de PWA-arbeidsovereenkomst*

Art. 16. De door overmacht ontstane gebeurtenissen hebben niet de beëindiging van de overeenkomst tot gevolg wanneer zij enkel tijdelijk de uitvoering van de PWA-arbeidsovereenkomst schorsen.

Art. 17. De uitvoering van de PWA-arbeidsovereenkomst wordt geschorst :

1° tijdens de periodes van verlof en arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;

2° tijdens de periode van jaarlijkse vakantie van de werknemer;

3° ter gelegenheid van familiegebeurtenissen, voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, in geval van verschijning voor het gerecht en om dwingende redenen, zoals deze door de Koning worden bepaald;

4° gedurende de tijd waarin de werknemer van het werk afwezig is om te reageren op een werkaanbieding.

Art. 18. De onmogelijkheid voor de werknemer om zijn werk te verrichten ten gevolge van ziekte of ongeval, schorst de uitvoering van de overeenkomst.

De PWA-werknemer is verplicht zijn gebruiker onmiddellijk op de hoogte te brengen van zijn arbeidsongeschiktheid.

Art. 19. Er is geen loon verschuldigd tijdens de periodes van schorsing van de PWA-arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK V. — *Einde van de PWA-arbeidsovereenkomst*

Art. 20. Behoudens de algemene wijzen waarop de verbintenissen tenietgaan, nemen de verbintenissen voortspuitende uit de door deze wet geregelde overeenkomsten een einde :

1° door de dood van de werknemer;

2° door overmacht;

3° door de wil van de werkgever of de werknemer;

4° wanneer de werknemer niet langer beantwoordt aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden om in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst arbeidsprestaties te verrichten.

Art. 21. De PWA-arbeidsovereenkomst kan door de werkgever of door de werknemer worden opgezegd middels een opzeggingstermijn van 7 dagen die ingaat de dag volgend op de kennisgeving.

In geval de werknemer een andere dienstbetrekking heeft gevonden, kan de PWA-arbeidsovereenkomst worden beëindigd zonder opzegging noch vergoeding.

De kennisgeving van de opzegging geschiedt door afgifte van een geschrift aan de andere partij. Wanneer de kennisgeving van de opzegging uitgaat van de werkgever, dient het geschrift melding te maken van de reden van ontslag.

TITRE III. — Dispositions modificatives

CHAPITRE Ier. — *Législation du travail*

Art. 22. L'article 2 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail est complété comme suit :

« 6° aux travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail ALE. »

Art. 23. Un article 1^{er} *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs :

« Article 1^{er} *bis*. La présente loi n'est pas applicable aux travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail ALE; ».

Art. 24. Dans l'article 2, § 3, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour, il est inséré un point 4, rédigé comme suit :

« 4. aux travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail ALE; ».

Art. 25. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés :

« Art. 3*bis*. Les dispositions du chapitre II, section 2 et du chapitre III ne sont pas applicables aux travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail ALE. ».

Art. 26. L'article 4 de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, modifié par la loi du 23 mars 1994, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi détermine les documents sociaux dont la tenue est imposée dans le cadre de l'occupation de travailleurs liés par un contrat de travail ALE ainsi que la personne qui sera obligée de tenir ces documents. ».

Art. 27. A l'article 4 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Pendant la période où le travailleur, engagé dans les liens d'un contrat de travail ALE, travaille chez l'utilisateur, celui-ci est responsable, dans les mêmes conditions qu'un employeur, de l'application des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution applicables au lieu de travail.

Le Roi peut déterminer quelles sont les obligations qui incombent respectivement à l'utilisateur et à l'employeur et fixer des modalités particulières d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les dispositions du chapitre XI s'appliquent également à l'utilisateur. ».

CHAPITRE II. — *Législation des ALE*

Art. 28. A l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par la loi du 30 mars 1994 et modifié par la loi du 13 février 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'agence locale pour l'emploi est chargée de l'organisation administrative des activités visées au § 1^{er}.

Le candidat-utilisateur doit introduire une demande préalable auprès de l'agence locale pour l'emploi dans laquelle il décrit les activités à effectuer.

L'agence locale pour l'emploi détermine si ces activités sont autorisées dans le cadre du présent article.

Le Roi fixe les conditions et modalités suivant lesquelles la demande est introduite et l'autorisation accordée.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant des indemnités que le candidat-utilisateur d'une activité doit payer à l'agence locale pour l'emploi lorsqu'il introduit une demande auprès de cette agence. Il détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les limites dans lesquelles se situe le prix d'acquisition que le candidat-utilisateur doit payer pour les chèques-ALE et comment ce montant est fixé. Il détermine également la manière selon laquelle le candidat-utilisateur acquiert les chèques-ALE et le destinataire du montant des chèques-ALE. »;

TITEL III. — *Wijzigingsbepalingen*HOOFDSTUK I. — *Arbeidswetgeving*

Art. 22. Artikel 2 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen wordt aangevuld als volgt :

« 6° werknemers aangeworven in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst. ».

Art. 23. Een artikel 1*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers :

« Artikel 1*bis*. Deze wet is niet van toepassing op de werknemers aangeworven in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst; ».

Art. 24. In artikel 2, § 3, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, zoals tot op heden gewijzigd, wordt een punt 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« 4. werknemers aangeworven in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst; ».

Art. 25. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen :

« Art. 3*bis*. De bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 2 en hoofdstuk III zijn niet van toepassing op werknemers aangeworven in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst. ».

Art. 26. Aan artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, gewijzigd bij de wet van 23 maart 1994, wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Koning bepaalt de sociale documenten die moeten worden bijgehouden in het kader van de tewerkstelling van werknemers die verbonden zijn door een PWA-arbeidsovereenkomst alsook de persoon die deze documenten zal moeten bijhouden. ».

Art. 27. In artikel 4 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Tijdens de periode gedurende welke een werknemer, die verbonden is door een PWA-arbeidsovereenkomst, werkt bij een gebruiker, is deze laatste, onder dezelfde voorwaarden als een werkgever, verantwoordelijk voor de toepassing van de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten die van toepassing zijn op de arbeidsplaats.

De Koning kan bepalen welke de verplichtingen zijn die respectievelijk aan de gebruiker en de werkgever worden opgelegd en kan de nadere regelen bepalen voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De bepalingen van hoofdstuk XI zijn eveneens van toepassing op de gebruiker. ».

HOOFDSTUK II. — *PWA-wetgeving*

Art. 28. In artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap staat in voor de administratieve organisatie van de in § 1 bedoelde activiteiten.

De kandidaat-gebruiker moet vooraf een aanvraag indienen bij het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, waarin hij de te verrichten activiteiten omschrijft.

Het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap bepaalt of deze activiteiten toegelaten worden binnen het raam van dit artikel.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de indiening van de aanvraag en voor de te verlenen toelating.

De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag vast van de vergoedingen die de kandidaat-gebruiker van een activiteit moet betalen aan het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap, wanneer hij een aanvraag indient bij dit agentschap. Hij bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de grenzen waarbinnen de aanschafprijs die de gebruiker moet betalen voor de PWA-cheques gelegen is en hoe dit bedrag wordt vastgesteld. Hij bepaalt eveneens de wijze waarop de kandidaat-gebruiker de PWA-cheques aanschaf en aan wie het bedrag van de PWA-cheques ten goede komt. »;

2° le § 3, dernier alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Les activités effectuées dans le cadre de l'agence locale pour l'emploi doivent, dans le chef du chômeur, conserver le caractère d'une activité accessoire. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le nombre maximum d'heures d'activité que le travailleur peut effectuer. »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les activités non rencontrées par les circuits de travail réguliers qui peuvent être effectuées dans le cadre de l'agence locale pour l'emploi. Il peut, à cet égard, faire une distinction selon que le candidat-utilisateur est une personne physique ou une personne morale.

Pour les activités qu'il effectue dans le cadre de l'agence locale pour l'emploi, le travailleur est engagé dans les liens d'un contrat de travail ALE conclu avec cette agence.

Le travailleur qui a effectué des activités visées à l'alinéa 1^{er} perçoit une rémunération pour les heures d'activité, qui est payée sous la forme de chèques ALE. Il perçoit également une allocation de garantie de revenus ALE dont le mode de calcul est fixé par le Roi. »;

4° dans le § 5, le mot « chômeur » est remplacé par le mot « travailleur »;

5° le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Les dépenses de l'Office national de l'Emploi relatives au paiement des chèques-ALE sont inscrites au budget de l'Office comme l'allocation de chômage ordinaire. »;

6° l'article est complété par un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Pour l'application du présent article, les notions de « travailleur » et d'« utilisateur » sont entendues dans le sens qui leur est donné à l'article 2 de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE. ».

CHAPITRE III. — Législation fiscale

Art. 29. L'article 38, alinéa 1^{er}, 13°, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« 13° le revenu obtenu pour des prestations fournies dans le cadre d'un contrat de travail ALE tel qu'il est défini dans l'article 3 de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE, à concurrence de 150 francs par heure de prestation; ».

Art. 30. A l'article 145²¹, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 21 décembre 1994, le mot « chômeur » est remplacé par le mot « travailleur ».

Art. 31. L'article 146, 3°, du même Code, modifié par les lois des 30 mars, 6 juillet et 21 décembre 1994, est complété comme suit :

« ainsi que le revenu obtenu pour des prestations fournies dans le cadre d'un contrat de travail ALE, à concurrence du solde restant après application de l'article 38, alinéa 1^{er}, 13°. ».

TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 32. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 12856.)

2° § 3, laatste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De activiteiten verricht in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap moeten, voor de werkloze, het karakter behouden van een bijkomende activiteit. De Koning bepaalt, bij een in Ministeraad overlegd besluit, het maximum aantal uren van activiteit dat de werknemer mag verrichten. »;

3° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, welke activiteiten die men niet aantreft in de reguliere arbeidscircuits, verricht mogen worden in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap. Hij mag daarbij een onderscheid maken naargelang de kandidaat-gebruiker een natuurlijke persoon of een rechtspersoon is.

De werknemer wordt voor de activiteiten die hij verricht in het kader van het plaatselijk werkgelegenheidsagentschap aangeworven met een PWA-arbeidsovereenkomst die wordt gesloten met dit agentschap.

De werknemer die activiteiten bedoeld in het eerste lid heeft verricht, ontvangt een loon voor de activiteitsuren dat betaald wordt onder de vorm van PWA-cheques. Hij ontvangt eveneens een PWA-inkomensgarantie-uitkering waarvan de berekeningswijze door de Koning wordt bepaald. »;

4° in § 5 wordt het woord « werkloze » vervangen door het woord « werknemer »;

5° § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De uitgaven van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening die betrekking hebben op de uitbetaling van de PWA-cheques worden opgenomen in de begroting van de Rijksdienst zoals de gewone werkloosheidsuitkering. »;

6° het artikel wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

« § 7. Voor de de toepassing van dit artikel worden de begrippen « werknemer » en « gebruiker » begrepen in de betekenis die daaraan wordt verleend in artikel 2 van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst. ».

HOOFDSTUK III. — Fiscale wetgeving

Art. 29. Artikel 38, eerste lid, 13°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

13° het inkomen verkregen voor prestaties geleverd in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst tot 150 frank per gepresteerd uur; ».

Art. 30. In artikel 145²¹, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 21 december 1994, wordt het woord « werkloze » vervangen door het woord « werknemer ».

Art. 31. Artikel 146, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 maart, 6 juli en 21 december 1994, wordt aangevuld als volgt :

« alsmede het inkomen verkregen voor prestaties geleverd in het kader van een PWA-arbeidsovereenkomst, voor het saldo dat overblijft na toepassing van artikel 38, eerste lid, 13°. ».

TITEL IV. — Inwerkingtreding

Art. 32. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 12856.)

Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 2000/1. — Amendements, n° 2000/2 à 4. — Rapports, n° 2000/5 et 6. — Texte adopté par les commissions, n° 2000/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2000/8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 24 et 25 mars 1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1334/1.

Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 2000/1. — Amendementen, nrs 2000/2 tot 4. — Verslagen, nrs 2000/5 en 6. — Tekst aangenomen door de commissies, nr. 2000/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2000/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 24 en 25 maart 1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1334/1.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 1116

[99/14087]

19 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées

Le Ministre des Télécommunications,

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 7, alinéa 2, modifié par la loi du 6 mai 1998;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 23 décembre 1998;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité impérieuse de permettre rapidement l'agrément d'appareils de sémaphonie destinés à être utilisés sur le premier réseau national exploité par Belgacom. Il est à noter que les services de secours notamment utilisent fréquemment le réseau de mobilophonie (lire : sémaphonie); il convient donc d'éviter que ceux-ci ne puissent pas avoir accès au réseau faute de pouvoir se procurer du matériel dûment agréé;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 février 1999 en application de l'article 84, alinéa premier, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, alinéa premier de l'arrêté ministériel du 18 janvier 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mars 1999.

E. DI RUPO

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 1116

[99/14087]

19 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 januari 1994 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting inzonderheid op artikel 7, tweede lid, gewijzigd door de wet van 6 mei 1998;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 januari 1994 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 23 december 1998;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de dringende noodzakelijkheid om snel de goedkeuring mogelijk te maken van semafoontoestellen bestemd om gebruikt te worden op het eerste nationale netwerk uitgebaat door Belgacom. Het moet opgemerkt worden dat andere andere de nooddiensten dit mobiele (zijnde : semafoonie-) netwerk frequent gebruiken : het moet dus vermeden worden dat zij geen toegang tot dit netwerk zouden krijgen omdat men zich geen behoorlijk goedgekeurd materieel kan aanschaffen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, eerste lid, van het ministerieel besluit van 18 januari 1994 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 maart 1999.

E. DI RUPO